

LE DEBRIEF D'API N°25 10 JANVIER 2025

L'année 2025 promet déjà d'apporter son lot de défis au Caucase du sud et à l'Arménie. Face au désordre international persistant et aux succès de la force sur le droit pour redessiner les cartes régionales -Liban, Syrie hier, probablement Ukraine demain, même si on peut espérer que les termes d'une paix acceptable pour les Ukrainiens seront recherchés avec l'Ukraine-, on assiste à un durcissement de la rhétorique de Bakou. L'Azerbaïdjan se prépare à tous les scénarios et saisit les occasions en fonction des inflexions de la conjoncture internationale. L'année 2024 a pourtant été marquée par une avancée inédite sur la question de la délimitation de la frontière entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, un succès dans la recherche d'une stabilisation de la situation avec le voisin azerbaïdjanais. Pour la première fois dans leur histoire post-soviétique, ces deux Etats ont approuvé un document commun sur la délimitation de leur frontière. Un premier pas, que Erevan souhaite poursuivre par d'autres sur la voie d'un accord de paix, tout en renforçant ses capacités de défense. En complément des politiques étatiques de renforcement de la sécurité, des initiatives civiques en matière de sécurité humaine, comme les formations aux premiers secours d'Armenia Peace Initiative, contribuent à renforcer la résilience des communautés frontalières d'Arménie. Préparer les civils à faire face aux urgences et protéger les populations vulnérables est un élément de soutien aux actions de l'Etat en matière de sécurité. En équilibre précaire sur cette ligne de crête, Erevan ne peut manquer de prêter la plus grande attention à la situation en Géorgie. Depuis deux mois, le pays vit au rythme des manifestations pro-européennes permanentes, qui tentent de stopper dans la rue le changement de cap du gouvernement géorgien. Erevan et Tbilissi ont signé en janvier 2024 un "mémorandum de partenariat stratégique", qui demande à se remplir.



LE DEBRIEF D'API N°25 9 JANVIER 2025

Le 09 janvier 2025, le gouvernement arménien a approuvé un projet de loi sur le “lancement du processus d’adhésion de l’Arménie à l’UE”. Si ce processus continue de se formaliser, Erevan se trouvera en tête d’une dynamique pro-européenne au Caucase du sud. Celle-ci nécessite toutefois soit Tbilissi soit Ankara pour avancer véritablement. Entre la poursuite des négociations avec l’Azerbaïdjan, la normalisation des relations avec la Turquie, et l’approfondissement des partenariats avec l’UE et les États-Unis, la diplomatie arménienne cherche à élargir ses possibilités et les chances de survie de l’Etat arménien dans un environnement régional complexe. La question de la véracité des faits dans un monde saturé d’informations fait partie de la sécurité au sens large. Face à la prolifération des fake-news, intentionnelles ou non, disposer d’une information fiable est indispensable à l’hygiène démocratique. C’est la raison pour laquelle API vous offre ce Debrief ainsi que des coups de projecteur réguliers sur l’actualité du Caucase du sud via nos réseaux sociaux. En ces années où l’Arménie reprend à bras le corps le défi de se doter d’un Etat souverain qui serve l’avenir du peuple arménien, et où la France la soutient dans cette ambition en portant la relation bilatérale à un niveau sans précédent, il est de la responsabilité des citoyens français et européens, soucieux de l’avenir de ces deux pays, d’y contribuer. C’est avec cette conviction que l’équipe d’API bâtit ses actions et continuera de le faire en 2025.



Bonne Année à tous !

Taline Papazian

1. Bons vœux de Bakou à Erevan : pourquoi Aliyev durcit sa rhétorique



Le contexte

En ce début d'année 2025, Bakou durcit de nouveau sa rhétorique vis-à-vis de l'Arménie. Pourquoi ? L'agressivité rhétorique du président Aliyev s'explique principalement par la conjoncture internationale, qui continue de se dégrader, de favoriser les solutions de force, et joue par conséquent en défaveur de l'Arménie. Par comparaison avec la situation qui avait permis de stopper l'agression de l'Azerbaïdjan sur l'Arménie en septembre 2022, traduite par une conjonction rare des intérêts de Washington et de Téhéran, la conjoncture du début 2025 n'est pas favorable. Aliyev légitime donc de futures escalades contre l'Arménie sur un plan rhétorique. Le choix d'un scénario maximaliste par Bakou gagne en probabilité, sans être le seul possible. Dans un tel scénario, une mise sous blocus du Syunik est à envisager. Quelles sont les perspectives sur la suite des négociations ?

L'analyse

Deux autres scénarios existent, compris entre une paix minimale, à laquelle l'Arménie travaille, et un maintien du statu quo présent. De l'aveu même de Bakou, et plus d'une fois, seuls deux points restent en désaccord. Erevan ne peut faire autrement que de persévérer dans ses efforts pour faire pencher la balance du côté de la stabilisation de la situation – paix minimale-, aussi bien directement avec l'Azerbaïdjan qu'indirectement avec ceux de ses partenaires internationaux intéressés par la paix, tout en se préparant à défendre son territoire. Sur le long-terme, Erevan semble souhaiter faire porter ses efforts sur Washington et Bruxelles. Un accord de coopération stratégique serait en passe d'être signé avec les Etats-Unis, tandis qu'avec l'UE, le gouvernement arménien vient d'adopter un projet de loi sur le lancement d'un processus d'adhésion à l'UE. La prochaine réunion de la commission sur la délimitation des frontières, prévue courant janvier 2025, sera un signal important sur l'état réel des négociations.

2. Former pour mieux anticiper les crises: l'esprit du partenariat entre API et l'Académie d'Etat de gestion des Crises de la RA



Le projet

Depuis décembre 2023, Armenia Peace Initiative (API) et l'Académie d'Etat de gestion des crises (AEGC) collaborent pour améliorer la préparation des communautés frontalières de la région du Tavush face aux urgences. Le 19 septembre, une session ouverte a été organisée en commun pour présenter ce partenariat et les résultats des formations dispensées, mettant en avant l'importance de ces initiatives pour la sécurité des civils, ainsi que les rudiments de la formation aux premiers secours du protocole MARCH. Ce programme s'inscrit dans une démarche plus large de renforcement des capacités locales en matière de gestion des crises et de réduction des conséquences de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme. Son objectif est de préparer des équipes de civils volontaires à intervenir en appui des personnels médicaux et de sauvetage en cas de crise grave sur un point de la frontière.

L'événement

Le 19 septembre 2024, Patrick Aprile, responsable du programme de sécurité civile d'Armenia Peace Initiative (API), a animé une classe ouverte pour l'Académie d'Etat de gestion des crises du ministère de l'Intérieur de la République d'Arménie, à destination des enseignants et des étudiants sauveteurs de l'Académie. Dans l'esprit du partenariat qui lie API et l'Académie, une session commune de cours intitulée « Éléments de premiers secours » a explicité le protocole MARCH d'intervention en secourisme de guerre dans des situations impliquant de nombreux blessés. Le protocole MARCH évalue l'état de santé d'une personne victime d'un traumatisme en se basant sur quatre critères : présence d'une hémorragie, voies respiratoires, circulation sanguine et variations de la température corporelle.

3. Le fact-checking, un réflexe d'hygiène citoyenne



Le contexte

Dans un monde où les informations circulent à une vitesse fulgurante, le phénomène des fausses nouvelles, ou « fake news », a pris une ampleur inquiétante. La diffusion intentionnelle d'informations erronées, souvent dans le but de manipuler l'opinion publique, est facilitée par l'essor des réseaux sociaux et des plateformes en ligne. Pour faire face à cette situation, la vérification des faits et des sources est un outil indispensable à maîtriser pour préserver la véracité des informations et, avec elle, des valeurs inhérentes aux sociétés démocratiques, lesquelles ne peuvent exister sans un public correctement et honnêtement informé.

L'analyse

Ce qui était avant un impératif pour les seuls professionnels du secteur, en particulier les journalistes, est devenu une exigence que tout citoyen doit se donner et cultiver. Le fact-checking, ou vérification de l'exactitude des informations avant leur publication, doit permettre de s'assurer que le public reçoive une information vraie. Le fact-checking nécessite de croiser des sources fiables, consulter des bases de données crédibles et interroger des experts en cas de doute. Pour lutter contre la désinformation, l'éducation aux médias et la sensibilisation à l'importance de la vérification des faits sont essentiels. Les lecteurs doivent être encouragés à vérifier les sources des informations qu'ils consomment, à se poser des questions critiques et à utiliser des outils de vérification pour repérer les fake news. En Arménie, les risques posés par la quantité des informations manipulatrices et le manque d'éducation à l'alphabétisation médiatique renforcent la nécessité de se prémunir contre la désinformation.

4. L'année diplomatique de l'Arménie : défendre la souveraineté de l'Etat tout en travaillant à des solutions diplomatiques et pacifiques dans la région et avec l'Azerbaïdjan



Le contexte

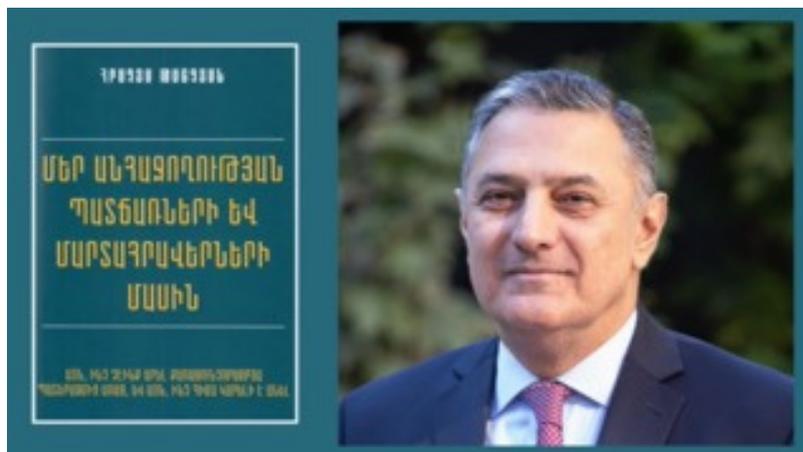
Ararat Mirzoyan, ministre des Affaires étrangères de la République d'Arménie, a ouvert l'année avec une conférence de presse assez exhaustive, revenant à la fois sur les grandes orientations diplomatiques de l'Arménie et les enjeux régionaux. La grande majorité des nombreuses questions des journalistes concernaient les relations avec l'Azerbaïdjan, au lendemain de déclarations agressives du président azerbaïdjanais. Dans ce contexte toujours délicat et risqué, le Ministre a clairement souligné la position de l'Arménie face aux défis de la situation régionale et internationale.

L'analyse

La position de l'Arménie peut être résumée en quatre points : avec l'Azerbaïdjan, maintenir le cap des négociations pour parvenir à un accord de paix tout en étant lucide et réaliste sur l'appétence de Bakou pour la paix et en se donnant les moyens de défendre le territoire de la RA en cas de nouvelle agression ; avec la Turquie, continuer les efforts pour une normalisation des relations ; avec les partenaires européens et américain, approfondir les relations à tous les niveaux en les portant sur un plan stratégique ; enfin, continuer d'élargir les relations avec le plus large éventail possible de partenaires internationaux. La Russie est peu évoquée, si ce n'est à travers la question des troupes russes encore stationnées en Arménie -"provisoirement" ,sic- et par allusions, via "l'ingérence de pays tiers".

L'article complet  **armeniapeace.org**

5. Un regard critique sur les échecs et les défis qui se posent à l'Arménie, par Hrachya Tashchyan



Le contexte

« Sur les raisons de notre échec et sur nos défis » est un ouvrage publié à Erevan qui examine une série de questions essentielles autour des facteurs diplomatiques, politiques et économiques de la guerre des 44 jours, de la défaite et des défis qui se posent à l'Arménie. L'analyse est menée par Hrachya Tashchyan, ancien diplomate de carrière, ayant évolué dans la hiérarchie du MAE depuis le milieu des années 1990, nommé à des postes d'ambassade clés pour les relations Arménie-Occident, à Bruxelles auprès de l'OTAN entre 2001 et 2006, puis à New York auprès des Nations Unies jusqu'en 2009, et de nouveau aux Etats-Unis de 2014 à 2018, cette fois à Washington.

L'analyse

Parmi les idées forces de l'ouvrage, le fait que le conflit du Haut-Karabakh ait été imprudemment laissé en suspens pendant 25 ans a rendu la guerre avec l'Azerbaïdjan inévitable. En termes de puissance militaire et de développement économique, l'Arménie s'était faite distancer depuis la fin des années 2000. Les élites politiques arméniennes ont soit ignoré la modification de l'équilibre des forces entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan soit se sont défilées devant leurs responsabilités (Ndlr). La diplomatie ne suffira pas à assurer la paix et la stabilité de l'Arménie. La modernisation des institutions politiques et économiques pour créer les conditions propices à une croissance à long terme permettant de devenir un pays compétitif dans la région est essentielle.



Donner à Armenia Peace Initiative, c'est agir concrètement en faveur de la pérennité de l'Arménie. Tous les dons, quel que soit leur montant, rendent nos actions possibles, qu'il s'agisse de promouvoir la paix ou de renforcer la sécurité.

Ce printemps, aidez-nous à financer nos formations en cybersécurité

**Formation
en cyber**

Vous voulez nous aider ?

Il n'y a pas que le soutien financier qui compte.

Votre travail et votre bonne volonté sont les bienvenus !

Vous avez des compétences en levées de fonds, cybersécurité ou en communication?

Contactez-nous !



www.armeniapeace.org



[Armenia Peace Initiative API](https://www.facebook.com/ArmeniaPeaceInitiativeAPI)



[API Armenia Peace Initiative](https://www.linkedin.com/company/api-armenia-peace-initiative)



[@ArmeniaPeace](https://twitter.com/ArmeniaPeace)